

<http://divergences.be/spip.php?article314>



Collectif

Rapport mondial sur la corruption 2005

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2007 - N° 6 (Mars/March 2007) - Documents d'hier et d'aujourd'hui/Documents : Today or
Years Ago -

Date de mise en ligne : mercredi 28 février 2007

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Sommaire

- [Bâtir un monde sans corruption](#)
- [Les coûts de la corruption](#)
- [Le ciment de la corruption](#)

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L255xH375/aa16-88218.jpg>

La corruption ne remplit pas seulement les poches de l'élite politique et du monde des affaires ; elle prive les gens ordinaires de services essentiels comme l'accès à des médicaments susceptibles de sauver des vies et l'accès aux soins de santé et au logement.

En un mot, la corruption coûte des vies humaines.

Nulle part ailleurs la corruption n'est aussi enracinée que dans le secteur du bâtiment, thème principal du

Rapport mondial sur la corruption 2005
de Transparency

International. Du projet hydraulique des Hauts plateaux du Lesotho (page 38) à la reconstruction d'après-guerre en Irak (page 98), la transparence dans les marchés publics est, sans conteste, le facteur le plus important pour juger du succès de l'appui des bailleurs de fonds au processus de développement durable. Les pays en développement se retrouvent avec des infrastructures inférieures aux normes et une dette excessive à cause de procédures de passation de marchés gangrenées par la corruption.

Bâtir un monde sans corruption

Aussi enracinée que la corruption paraisse, elle peut être vaincue. Transparency International (TI) a été l'un des précurseurs du Pacte d'Intégrité (PI) contre les pots-de-vin, qui prévoit des sanctions telle que l'inscription sur liste noire d'un fournisseur qui n'aurait pas respecté l'accord contre les pots-de-vin (page 72). Appliquée actuellement dans plus de 20 pays à travers le monde, en 2003-2004, la campagne de TI a porté ses fruits sur le plan mondial. Le PI est de plus en plus utilisé par les banques multilatérales de développement, une nette avancée qui apportera beaucoup de réconfort aux citoyens ordinaires du monde en développement.

Ainsi, en septembre 2004, la Banque mondiale a rendu publique sa décision d'exiger des entreprises soumissionnaires pour les grands projets qu'elle finance, qu'elles attestent « avoir pris les dispositions nécessaires pour qu'aucune personne agissant en [leur] nom ou pour [leur] compte ne commette d'acte de corruption ». Cette percée est la preuve de l'impact grandissant du mouvement de lutte contre la corruption sur l'agenda mondial.

Une autre initiative de TI (conjointement avec Social Accountability International et un groupe d'entreprises internationales), les Principes pour contrer la corruption dans le secteur privé, servent de références pratiques aux entreprises pour prévenir la

corruption dans l'ensemble de leurs opérations.

En janvier 2004, au Forum économique mondial de Davos, 19 sociétés internationales parmi les plus importantes du monde ont entamé une importante démarche devant aboutir à l'établissement d'un secteur du bâtiment libre de toute corruption lorsqu'elles ont apposé leurs signatures sur les Principes du secteur privé adaptés aux industries du génie civil et du bâtiment (voir page 58).

Les coûts de la corruption

Ces initiatives, et d'autres, sont essentielles à la construction d'un monde sans corruption. Plus de 4 billion de \$ américains sont consacrés aux marchés publics annuellement à travers le monde. De la construction de barrages et d'écoles à la fourniture de services de collecte d'ordures, les travaux publics et le bâtiment sont désignés, étude après étude, comme le secteur le plus exposé à la corruption - aussi bien dans le monde en développement que dans le monde développé. Si nous n'arrêtons pas la corruption, le prix à payer sera toujours plus désastreux.

Aussi horrible que cela paraisse, il en coûtera des vies humaines. Rien qu'au cours des 15 dernières années, les tremblements de terre ont coûté la vie à plus de 150 000 personnes. Comme l'écrit James Lewis, les « [t]remblements de terre ne tuent pas ; l'effondrement des immeubles, si » (page 28). Des exemples en Turquie et en Italie ont démontré que les immeubles s'écroulent souvent parce que la réglementation en vigueur en matière de bâtiment et de plans a été ignorée - et elle l'est souvent parce que certaines personnes ont été payées pour la contourner. En termes économiques, les études rassemblées par Paul Collier et Anke Hoeffler (page 15) révèlent comment la corruption augmente le coût et altère la qualité des infrastructures. Elle ralentit le développement en réduisant les taux de croissance à long terme. En somme, la corruption a la capacité de dévaster les économies émergentes.

La corruption dans le secteur du bâtiment ne se limite pas à piller les économies, elle les façonne aussi. Des responsables des pouvoirs publics corrompus orientent le développement économique et social vers de grands projets infrastructurels à forte intensité de capitaux, préparant ainsi un terrain où foisonne la corruption au mépris des programmes de santé et d'éducation. Les coûts d'opportunité sont énormes et les pauvres sont les plus touchés. Si la corruption ne sévissait pas autant dans le secteur du bâtiment, beaucoup d'argent aurait pu servir à financer la santé et l'éducation et un plus grand nombre de pays en développement aurait un avenir durable, soutenu par une économie de marché qui fonctionne et par l'État de droit.

La corruption détourne également les dépenses publiques vers des projets qui détruisent l'environnement. Peter Bosshard (page 23) stigmatise « les ouvrages de la corruption » à travers le monde (d'immenses projets de construction qui ont pu se poursuivre simplement parce que des pots-de-vin ont été versés et que les normes environnementales n'ont pas été appliquées). Le barrage de Yacyretá en Argentine, l'usine d'énergie nucléaire de Bataan aux Philippines et le barrage de Bujagali en Ouganda ont tous été mis en cause par des allégations de détournement de fonds. Trop souvent, la corruption conduit à la réalisation de projets d'infrastructures redondants,

avec des conséquences potentiellement désastreuses pour l'environnement.

Le ciment de la corruption

La liste de projets entachés de corruption est longue. Le

Rapport mondial sur la corruption

2005

présente des études de cas sur le Lesotho (page 38) et l'Allemagne (page 60), tandis que les rapports pays sur la Chine, le Costa Rica, la République Tchèque, la Norvège et sur d'autres pays, font tous états d'allégations de corruption dans le bâtiment au cours des années 2003 et 2004.

Neill Stansbury décrit (page 43) comment les caractéristiques du secteur du bâtiment le prédisposent à la corruption : la férocité de la concurrence pour les contrats de type « ça passe ou ça casse », le nombre élevé des échelons d'approbation et de délivrance officielles des autorisations, le caractère unique de nombreux projets, les risques de retards et de dépassements de délais et le simple fait de pouvoir si rapidement cacher la mauvaise qualité de tant de travaux à l'aide d'une couche de béton, de plâtre ou de revêtement. Trop souvent, les investisseurs et les institutions financières internationaux sont aussi coupables par leur soutien à la corruption. C'est ainsi que la Banque mondiale et les banques régionales de développement, trop disposées à accorder des prêts sans les gardes-fous nécessaires en termes de contrôle et de suivi, ont péché en investissant largement dans des projets qui font souvent l'objet d'allégations de corruption. On a fortement critiqué aussi les agences de crédit à l'exportation (ACE) (des agences semi-publiques de garanties et d'assurances pour les entreprises nationales qui cherchent des débouchés à l'étranger) pour leur manque de transparence et leur volonté de continuer à traiter avec des entreprises de bâtiment réputées corrompues. Comme l'affirme avec force Susan Hawley (page 66), les banques multilatérales de développement et les ACE ont un impact et une responsabilité qui vont bien au-delà des sommes d'argent qu'elles investissent elles-mêmes, ne serait-ce que parce que les garanties qu'elles fournissent contribuent à la mobilisation des investissements du secteur privé.

[...]

Peter Eigen, Président, Transparency International